

Ian Hamel

Sarko et Cie

La République des copains
et des réseaux



l'Archipel

Quand Nicolas Sarkozy annonce en 2009 la mort des paradis fiscaux, combien de Français croient sincèrement que le président de la République déclare la guerre aux fraudeurs ? À Genève, en revanche, on s'amuse des liens d'amitié qui unissent l'ancien avocat d'affaires Nicolas Sarkozy et un gestionnaire de fortune, condamné à deux ans de prison pour abus de confiance. Ou de sa relation avec Isabelle et Patrick Balkany : les Suisses savent depuis longtemps que les meilleurs amis de Nicolas Sarkozy ne viennent pas dans la cité de Calvin pour contempler les couchers de soleil sur le lac Léman.

Ce livre-enquête part de la Suisse, si douce aux proches du chef de l'État. Ils n'ont jamais autant gagné d'argent, mais souhaitent plus que jamais se soustraire à l'impôt. Comme Johnny Hallyday, locataire fantôme à Gstaad, dans les Alpes bernoises, avec l'approbation de Nicolas Sarkozy. Ou comme le milliardaire Guy Wildenstein, soupçonné d'avoir caché des centaines de tableaux de maître dans les ports francs suisses.

Ce livre décortique ce régime capable de favoriser les affaires de Vincent Bolloré en Afrique, d'enrichir Bernard Tapie, de museler la justice et d'utiliser les services secrets à des fins privées. Il débouche sur une interrogation : si le système « dysfonctionne » si gravement, n'est-ce pas que les barrières éthiques ont sauté au plus haut niveau de l'État ?

Journaliste d'investigation, Ian Hamel collabore au Point. Spécialiste des services secrets et des paradis fiscaux, il est l'auteur de L'Énigme Oussama Ben Laden (Payot, 2008), Et si la Suisse ne servait plus à rien ? (Larousse, 2010) et de Xavier Bertrand, les coulisses d'une ambition (L'Archipel, 2010).

www.editionsarchipel.com



9 782809 805413

en couverture :
ph. Sipa/Maxppp
ISBN 978-2-8098-0541-3
H 50-8602-0-1109
19,95 € prix France TTC

L'ÉPAD, LA POULE AUX ŒUFS D'OR

Neuilly-sur-Seine est le symbole même de la ville riche. Elle ne l'est toutefois pas autant que sa petite voisine, Puteaux. La cité, autrefois ouvrière, ruisselle d'argent depuis la création du quartier d'affaires de La Défense, à la fin des années 1950, qui se déploie sur les deux tiers de son territoire. Puteaux est si riche qu'elle peine à dépenser toutes ses recettes. En 2007, son bas de laine atteignait 228 millions d'euros ! Les deux villes, séparées par la Seine, se sont toujours regardées en chiens de faïence. Il serait plus juste de dire que Puteaux jalouse Neuilly, aspire à devenir un petit Neuilly, mais que Neuilly snobe en revanche Puteaux. « Dans les années 1950, on ne traversait le pont de Puteaux qu'avec mille précautions pour aller, de temps en temps, à la piscine située sur l'île du même nom », se souvient Jean-François Minne. « Un mot courait pour qualifier ceux "d'outre-Seine" : "fils de Garches et enfants de Puteaux". Au-delà du fleuve, c'était la jungle¹. » Puteaux fut longtemps une ville industrielle, active dans l'automobile, l'aéronautique, l'armement et les fameuses encres Charles Lorilleux. Elle fut dirigée par un socialiste, Georges Dardel, jusqu'en 1969.

1. J.-F. Minne, *op. cit.*, p. 21.

George Dardel accueille Charles Ceccaldi-Raynaud comme directeur de l'office HLM, avant de le placer sur sa liste électorale en 1965 et d'en faire son adjoint. Né à Bastia en 1925, Charles Ceccaldi-Raynaud est un homme de petite taille, à la pugnacité hors du commun, qui a passé son enfance en Afrique du Nord. D'abord avocat puis commissaire de police, il fut, au moment de la guerre d'Algérie, l'un des hommes forts de la SFIO, l'ancêtre du Parti socialiste. Victime d'un grave accident de la circulation, Georges Dardel choisit Charles Ceccaldi-Raynaud pour le remplacer... le temps, du moins, de sa convalescence. Mais le « petit Bastiais » ne lui a jamais rendu son fauteuil. En 1971, les deux hommes se retrouvent face à face aux élections municipales. La campagne électorale, particulièrement violente, inspirera le film de Pierre Granier-Deferre *Adieu poulet*, avec Lino Ventura et Patrick Dewaere en 1975. Lors d'une fusillade, un colleur d'affiches socialiste est tué, et six autres partisans de Georges Dardel sont blessés. Quels furent les auteurs de ce drame ? Des proches de Charles Ceccaldi-Raynaud, qui avait constitué un « comité électoral », composé de gros bras corses et d'employés municipaux, dirigé par son beau-frère Antoine Gianni.

Vingt personnes sont mises en examen, quatre d'entre elles seront condamnées à de la prison ferme en 1974. Le maire n'est pas directement inquiété, même s'il est reconnu civilement responsable de la fusillade, qui impliquait des employés dépendant de son autorité ; il est en outre condamné à verser 200 000 francs de dommages et intérêts¹. Florence d'Harcourt garde un souvenir cuisant des suites de cette fusillade « qui valut bien des ennuis

1. Cf. sur le portail du Parti socialiste de Puteaux, l'article « Puteaux-Chicago », www.ps-puteaux.com, 1^{er} avril 2001.

à Ceccaldi-Raynaud et surtout à son beau-frère. [...] À ce sujet, je reçus en 1973 un coup de fil de Michel Baroin, alors conseiller d'Achille [Peretti] à la présidence de l'Assemblée nationale. Celui-ci eût voulu que j'intervinsse auprès de mon beau-frère, Jean Taittinger, alors garde des Sceaux. Ces gens-là s'imaginaient tranquillement que députés et ministres de la République avaient tous l'habitude de couvrir les « loupés » de leurs amis politiques¹. » Michel Baroin, aujourd'hui décédé, est le père de François Baroin, le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Lâchée par sa famille politique, qui avait tenté d'imposer Robert Hersant dans sa circonscription et de l'évincer sans ménagement, Florence d'Harcourt ne s'est pas gênée pour dénoncer les « tontons flingueurs putéoliens ».

Apparemment, les méthodes musclées de Charles Ceccaldi-Raynaud, exclu du Parti socialiste – et qui va bientôt rejoindre la droite –, n'effraient guère les Putéoliens, qui l'élisent dès le premier tour avec 65 % des voix. Il est vrai que son voisin de palier, Achille Peretti, originaire d'Ajaccio et maire gaulliste de Neuilly depuis 1947, lui a apporté un soutien actif. Georges Dardel était violemment hostile à l'Établissement public d'aménagement de La Défense, qui procédait à cette époque à ses premières expropriations. Cette banlieue abritait à l'époque des ateliers industriels, des immeubles vétustes et des bidonvilles. « Il soutient les petits propriétaires que l'on chasse et s'insurge contre les projets du « grand capital ». Il croit encore à la vocation ouvrière de sa ville et espère attirer de nouvelles usines », racontent Hélène Constanty et Pierre-Yves Lautrou².

En revanche, Charles Ceccaldi-Raynaud comprend très vite ce que sa ville et lui-même peuvent gagner

1. F. d'Harcourt, *op. cit.*, p. 114.

2. H. Constanty et P.-Y. Lautrou, *op. cit.*, p. 130.

avec le développement de cet ambitieux quartier d'affaires, qui aspire à devenir un petit Manhattan parisien. Peu importe que ce soit des cadres qui remplacent les ouvriers comme administrés de Puteaux. Le nouveau maire ne change-t-il pas lui-même d'étiquette politique pour se muer en un actif militant du mouvement gaulliste? Suppléant de Nicolas Sarkozy, il devient député de 1993 à 1995 lorsque celui-ci entre au gouvernement d'Édouard Balladur. Le maire de Puteaux devient ensuite sénateur de 1995 à 2004. Joëlle, suppléante de Nicolas Sarkozy, lui a succédé en 2007. On l'a compris, les deux villes, qui composent la sixième circonscription des Hauts-de-Seine, sont intimement liées. Et les deux familles tout autant.

Joëlle Franqui, née Ceccaldi-Raynaud, a été collaboratrice du cabinet du maire de Neuilly pendant sept ans, de 1990 à 1997. Jean-Jacques Chiquelin, journaliste au *Nouvel Observateur*, découvre que « la standardiste de l'hôtel de ville ne la connaît pas. Joëlle Franqui n'avait ni bureau ni assistante. L'opposition ne se souvient pas d'avoir jamais aperçu cette femme aux côtés du maire au conseil municipal¹. » Même Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux, jure ignorer cette collaboration dans la commune voisine: « Joëlle Franqui ne travaille pas à la mairie de Neuilly puisqu'elle est premier adjoint à la mairie de Puteaux », assure-t-il. Victor Noir rapporte qu'en mai 1997, « après la réélection de Sarkozy, sa rémunération de collaboratrice aurait cessé de lui être versée, selon Brice Hortefeux². » Bref, comme la justice ne s'est pas saisie de l'affaire, il n'y a pas d'emploi fictif. On doit se contenter de parler d'une collaboration très très discrète...

1. V. Noir, *op. cit.*, p. 208.

2. *Ibid.*

La cagnotte du mouvement gaulliste

En 2008, La Défense a fêté son demi-siècle. Ce quartier d'affaires est devenu un géant, avec 3 millions de mètres carrés de bureaux, mille deux cents sièges sociaux, soixante et onze tours, et cent soixante-dix mille salariés (dont 49 % de cadres) qui viennent y travailler chaque jour. Ajoutez 600 000 mètres carrés de logements, dans lesquels vivent vingt mille personnes. Pour les optimistes, c'est la plus belle composition urbaine du xx^e siècle. L'Épad, dont la mission est d'aménager le site de La Défense pour le compte de l'État et des collectivités locales concernées (Puteaux, Courbevoie et Nanterre), suscite de nombreuses convoitises. En effet, « La Défense dispose depuis sa création d'un statut d'exception. Les règles d'urbanisme qui s'imposent au commun des mortels, partout en France, n'ont pas cours ici. C'est un peu un territoire "offshore" », résumait Hélène Constanty et Pierre-Yves Lautrou¹. En d'autres termes, le quartier de La Défense, né avec la V^e République, a toujours servi de cagnotte au mouvement gaulliste et, plus précisément, aux gaullistes des Hauts-de-Seine. Nicolas Sarkozy rêve de la faire tomber exclusivement dans son escarcelle. D'où l'acharnement pour tenter d'y imposer son fils. Pour faire simple, l'Épad gagne (fort bien) sa vie en vendant des terrains disponibles aux promoteurs. « À force de faire pousser des tours, l'Épad est devenue une véritable machine à *cash* », résume Olivier Drouin².

Le rapport de la Cour des comptes de 2007, qui s'est intéressée aux activités de l'Épad de 1997 à 2005, ne fait pas dans la nuance. On y lit que l'Épad, « dont la mission est celle d'un aménageur, assume depuis de nombreuses années un rôle d'exploitant en dehors de tout cadre

1. H. Constanty et P.-Y. Lautrou, *op. cit.*, p. 148.

2. « Pourquoi l'Épad suscite autant de convoitise », *Capital*, décembre 2009.

juridique régulier ». Mieux, la Cour relève, comme elle l'avait déjà fait en 1992 et en 1998, que l'Épad « se trouvait depuis longtemps dans la position d'un aménageur qui ne dispose d'aucun document d'urbanisme propre à sa mission ». Enfin, « Après un quasi demi-siècle d'existence, la Cour a constaté que la présentation des comptes de l'Épad n'est pas conforme aux lois, règlements et instructions en vigueur. Cette situation, qui a une origine ancienne, a fait l'objet de critiques réitérées de la Cour, critiques qui, longtemps, n'ont pas été suivies d'effet. » Pour rappel, parmi les anciens présidents de l'Épad, on retient les noms de Charles Ceccaldi-Raynaud (à deux reprises, de 1987 à 1989 et de 1993 à 1999) et de Nicolas Sarkozy (2005 à 2007). Finalement, Charles Pasqua, l'ancien président du conseil général, en n'assumant pas directement cette responsabilité, s'est montré plus prudent.

Voici donc un Établissement public qui utilise depuis 1958 un « plan comptable dérogatoire qui n'a pas été validé par le Conseil national de la comptabilité publique ». Les rapports concluent à la permanence de « nombreuses et graves anomalies comptables », qui, selon la Cour des comptes l'empêchent de se prononcer sur « la régularité, la sincérité et l'image fidèle du patrimoine et des résultats de l'établissement ». Interrogé sur le bilan de l'Épad par Jean Arthuis, alors président de la commission des finances du Sénat, Bernard Bled, son directeur général – et ancien directeur général des services du conseil général des Hauts-de-Seine sous Charles Pasqua –, répond en 2007 dans un grand élan de sincérité : « Je vous prie de m'excuser pour ce mot qui ne devrait pas être prononcé ici, mais nous sommes dans une sorte de grande nébuleuse en la matière. » Ce qui fait dire à Christian Descheemaeker, le président de la 7^e chambre de la Cour des comptes : « Comment éclaircir des stratifications comptables qui s'étalent sur cinquante ans ? Nous devons être lucides : c'est impossible. »

LE PLUS GRAND CENTRE D'AFFAIRES DU MONDE

Gérard de Senneville, qui a dirigé l'Épad de 1987 à 1990, dépeint un univers impitoyable – à la Dallas – de promoteurs privés et publics. Ce haut fonctionnaire révèle comment il s'est heurté « à l'égoïsme de certains élus locaux, à la cupidité du ministère du Budget, à la faiblesse des administrations de tutelle face à l'esprit conquérant des promoteurs publics et privés¹ ». Certains mauvais esprits se souviendront de l'affaire Pellerin et de la tour BP. Mis en examen pour « complicité d'abus de biens sociaux, complicité de faux et usage de faux » en 1992, le promoteur Christian Pellerin bénéficiera finalement d'un non-lieu quatre ans plus tard. Cet imbroglio, « mêlant affairistes, élus de droite, policiers ripoux et membre du milieu », provoquera deux suicides ; un agent d'assurances se retrouvera pendu avec une balle dans la tête, et un brigadier de police, surnommé « San Antonio », se suicidera dans sa voiture². Contentons-nous de rappeler que les chantiers de La Défense ont fait jusque-là le bonheur des formations politiques des Hauts-de-Seine.

1. Gérard de Senneville, *La Défense, le pouvoir et l'argent*, Albin Michel, 1992.

2. Alain Leauthier, « Il n'y a plus d'affaire Pellerin », *Libération*, 27 juillet 1996.

Gérard de Senneville s'intéresse à Christian Pellerin qui, à cette époque, « aux yeux de l'opinion [...] est donc l'homme qui a fait La Défense ». Et qui, en clair, en a fait sa chasse gardée. « Cela s'explique par un quasi-monopole, durant cette période, dans l'attribution des droits de construire dans le quartier d'affaires. À part la Grande Arche et la tour Voltaire, peu d'immeubles importants lui ont échappé », écrit-il¹. Presque toutes les attributions dans le quartier d'affaires avaient lieu de gré à gré sans véritable concurrence. Froidement, Gérard de Senneville décrit le faste des fêtes données par Christian Pellerin, avec concert de Ray Charles, feu d'artifice et lâcher de montgolfières. « On ne pouvait manquer de penser à un prince de la Renaissance dans cette conjugaison de l'art de la fête et la manifestation de la puissance². »

C'est la personnalité de Charles Ceccaldi-Raynaud, alors président de l'Épad, qui retient l'attention du haut fonctionnaire. Après avoir présenté le maire de Puteaux comme un « homme d'une intelligence remarquable, rusé et fin négociateur », Gérard de Senneville décrit de manière clinique les combinaisons échafaudées « avec un art obsédant par Ceccaldi-Raynaud ». Pour bloquer toutes les opérations, l' élu se jette sur le moindre détail. « Il arrive ainsi à immobiliser les plus belles mécaniques par un grain de sable habilement placé. Cela tient du génie. Comme les intérêts en jeu sont généralement énormes, le partenaire ainsi bloqué est prêt à toutes les concessions et Ceccaldi-Raynaud le laisse mijoter en ne bougeant pas d'un pouce, mais en ajoutant goutte à goutte des exigences nouvelles³. » La fin est annoncée : le maire de Puteaux obtient la peau du directeur général

1. G. de Senneville, *op. cit.*, 1992, p. 35.

2. *Ibid.*, p. 38.

3. *Ibid.*, p. 77.

de l'Épad. Ce dernier, lors de la publication de son livre, fait l'objet d'une procédure disciplinaire. Bien que tenu au devoir de réserve, Gérard de Senneville sera finalement totalement blanchi¹.

Juste après l'élection présidentielle de 2007, Charles Ceccaldi-Raynaud, l'ancien suppléant de Nicolas Sarkozy, est mis en examen pour « favoritisme, recel d'abus de biens sociaux et corruption passive ». L'affaire porte sur le chauffage et la climatisation des trois millions de mètres carrés de bureaux de La Défense et de dix mille logements sur Puteaux et Courbevoie. Un très juteux marché, attribué en 2001 alors que le maire de Puteaux préside le Sicudéf, le syndicat intercommunal – à cheval sur Puteaux, Courbevoie et Nanterre – qui a attribué le marché public. En cause, un virement suspect de 750 000 euros au Luxembourg lors de la signature du marché, non éclairci à ce jour. Charles Ceccaldi-Raynaud affirme qu'il a bien eu vent de rumeurs de pots-de-vin autour de ce marché public, mais clame son innocence. Il évoque même un hélicoptère au Grand Duché ! Mais « aucun pilote d'hélicoptère n'a fait état de mon déplacement au moment de l'attribution de la concession ; je n'en connais aucun, aucun ne me connaît² ». Un conseiller financier installé au Luxembourg a, pour sa part, confirmé l'existence de possibles détournements de fonds portant sur 15 millions d'euros.

Lors des deux entretiens qu'il nous a accordés à son domicile de Puteaux en avril et en octobre 2010, Charles Ceccaldi-Raynaud a clairement accusé sa fille Joëlle d'avoir perçu de l'argent dans ce dossier, nous indiquant le nom de la banque dans laquelle l'argent avait été déposé. Il nous a également communiqué le nom des

1. Pierre-Yves Lautrou, « La cagnotte de La Défense », *www.lexpress.com*, 28 octobre 2005.

2. Renaud Lecadre, « L'ex-suppléant de Sarkozy à l'Assemblée mis en examen », *Libération*, 14 août 2007.

différents titulaires sous lesquels les comptes avaient été ouverts, sans toutefois étayer ses accusations par la moindre preuve. « Quand la juge de Nanterre Isabelle Prévost-Desprez a perquisitionné le domicile de ma fille, puis quelques mois plus tard son bureau à l'Assemblée nationale en 2003, cet argent a été placé dans des assurances-vie », assure le « renard argenté des Hauts-de-Seine¹ ». « Pour plus de discrétion, les rendez-vous ne se tiennent plus à Luxembourg, mais à Metz. Le juge d'instruction possède toutes les preuves. Les mises en examen ne vont pas tarder à tomber. Ma fille étant présidente de l'Épad, ça va faire du bruit ! », se réjouit Charles Ceccaldi-Raynaud, en guerre ouverte contre sa fille². Depuis cette déclaration, qui remonte à une année, rien n'a bougé dans ce dossier, qui prend la poussière au palais de justice.

Isabelle Prévost-Desprez, aujourd'hui présidente de la chambre financière du tribunal de grande instance de Nanterre, raconte qu'elle a également perquisitionné des résidences en Corse de l'ancien maire de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, ainsi que les locaux de sa mairie et son bureau au Sénat. Évoquant ce dossier, elle écrit : « Le déroulement de cette perquisition illustre, de façon frappante, le climat d'obstruction permanente qui régnait dans cette affaire. J'ai compris qu'ils trouveraient tous les moyens pour faire obstacle et que rien ne les arrêterait puisque, pensaient-ils, je n'étais pas "contrôlable". Pour eux, la justice n'était qu'une présence importune dont il fallait se débarrasser. J'avais à leurs yeux franchi des frontières invisibles³. »

La modestie de l'appartement occupé par Charles Ceccaldi-Raynaud, au dernier étage d'une tour des Jar-

1. Entretien avec l'auteur, Puteaux, avril 2010.

2. Entretien avec l'auteur, Puteaux, octobre 2010.

3. Isabelle Prévost-Desprez et Jacques Follerou, *Une juge à abattre*, Fayard, 2010, p. 235.

dins Boieldieu à Puteaux, nous a suffisamment frappés pour que nous évoquions ce détail avec l'une des personnes ayant participé aux perquisitions dans l'île de Beauté. Celle-ci a aussitôt souri, se contentant de répondre : « On voit tout de suite que vous n'avez pas visité ses demeures en Corse, ce sont de véritables châteaux ! Rien à voir avec son appartement de Puteaux. [...] Je ne suis pas optimiste. Comme je l'exprime dans mon livre, le pouvoir de l'argent a vaincu la justice. Cela se sent tout particulièrement dans les Hauts-de-Seine, ce département considéré comme un " duché présidentiel ". Philippe Courroye, le procureur de Nanterre, agit en gardien des intérêts du sommet de l'État. Le pouvoir politique ne considère même plus les procureurs comme des magistrats. L'Élysée leur donne des ordres, comme à des préfets, et même à des sous-préfets », déplore Isabelle Prévost-Desprez¹.

Une ambition mégalomaniaque

Apparemment, la justice prend tout son temps dans cette affaire. Dix ans déjà. Saurons-nous un jour la vérité ? Charles Ceccaldi-Raynaud a eu quatre-vingt-six ans en juin 2011. En 2001, deux des heureux bénéficiaires du marché de la chaufferie de La Défense étaient déjà âgés de quatre-vingt-huit et de soixante-douze ans. Que fabriquait Alain Afflelou dans cette galère ? On sait seulement que le lunettier a été entendu comme témoin assisté par Richard Pallain, le juge chargé de l'instruction, en septembre 2010.

En prenant la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine et, dans la foulée, la présidence de l'Épad le 1^{er} avril 2005, Nicolas Sarkozy, par ailleurs ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire,

1. Entretien avec l'auteur, Nanterre, mai 2010.

prend conscience du déclin de La Défense. « Treize des soixante et onze tours, soit 20 % de la surface du parc de bureaux du quartier des affaires, sont invendables du fait de leur obsolescence¹. » Dès 2006, Nicolas Sarkozy lance un plan de renouveau : 150 000 mètres carrés seront démolis et reconstruits, auxquels s'ajouteront 300 000 mètres carrés de bureaux neufs supplémentaires. Cela représente un chiffre d'affaires de 4 à 5 milliards d'euros, et un bénéfice pour l'Épad de près d'un milliard d'euros en droits de construire.

Or, les 160 hectares de La Défense approchent de la saturation. Il faut donc dénicher d'autres terrains. Par chance, il existe une alléchante réserve foncière de 320 hectares située sur la commune de Nanterre, juste derrière la Grande Arche. Le problème est que cette zone est gérée par un autre établissement public, l'Établissement public d'aménagement de Seine-Arche (Épasa). Or, Nanterre vote à gauche, et son maire, Patrick Jarry, président de l'Épasa, est alors membre du Parti communiste. Il est peu disposé à ce que des tours de haut standing viennent assombrir le ciel de sa commune. Mais peu importe, Patrick Jarry n'est même pas consulté lorsque Philippe Chaix, ancien conseiller RPR de Paris, ancien secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine et homme de confiance de Nicolas Sarkozy, coiffe en octobre 2008 les deux casquettes de directeur général de l'Épad et de l'Épasa. La fusion peut être amorcée.

Curieux hasard, la réunion des deux établissements publics est justement planifiée lorsque Jean Sarkozy se porte candidat à la présidence de l'Épad. Il est en effet prévu que le fils du président de la République prenne la tête à court terme de l'Établissement public d'aménagement de La Défense Seine-Arche, l'Épadsa. Un gâteau

1. Béatrice Jérôme, « Pourquoi Nicolas Sarkozy ne veut pas perdre la maîtrise de l'Épad. Le renouveau de 2005 n'a pas porté ses fruits », *Le Monde*, 23 octobre 2009.

représentant 30 % du PIB de l'Ile-de-France, 10 % de celui de la France. Ce nouveau géant n'est pas concurrent « des autres pôles d'affaires hexagonaux, mais des grandes capitales économiques internationales : Londres, Francfort et Barcelone pour l'Europe, New York et Tokyo¹. »

Nous n'en sommes encore qu'à l'apéritif. Aux 160 hectares de La Défense et aux 320 hectares de Seine-Arche, devront encore s'ajouter 290 hectares pris sur les communes de Nanterre et de La Garenne-Colombes. À vingt-trois ans, le conseiller général de Neuilly aurait rayonné sur 770 hectares, le plus grand centre d'affaires du monde. La nomination de Jean Sarkozy ne relève pas d'une simple lubie, mais bien d'un plan mégalomane méticuleusement préparé depuis des années. À la même époque, Christian Blanc, alors secrétaire d'État chargé du développement de la région capitale, annonçait que La Défense gagnerait cent soixante mille emplois supplémentaires d'ici à quinze ans. « Nicolas Sarkozy compte bien déshabiller Paris et le reste de la région parisienne au profit des Hauts-de-Seine. Ce département, *son* département, dont le PIB dépasse celui du Maroc ou de la Grèce, deviendrait une sorte d'émirat, accueillant le siège des multinationales, et peuplé de cadres supérieurs². »

Derrière ce projet fastueux se cache un autre plan, plus machiavélique : celui de faire subir à Nanterre le même sort qu'à Puteaux. À savoir, changer la population pour que la commune bascule à droite. Chef-lieu des Hauts-de-Seine, Nanterre est une ville de gauche sans discontinuité depuis 1935. Son maire, Patrick Jarry, a quitté le Parti communiste en 2010 pour prendre l'étiquette

1. « La Défense Seine-Arche : des établissements publics d'État au service d'un territoire stratégique », document fourni par La Défense Seine-Arche, 13 octobre 2009.

2. Ian Hamel, « Le 9-2, retraite dorée de Sarko », *Siné Hebdo*, 2 décembre 2009.

Gauche citoyenne. Cette ville de quatre-vingt-dix mille âmes, divisée en trois cantons – votant tous à gauche –, a une superficie de douze hectares. L'Épadsa lui ferait perdre le contrôle de plus de la moitié de son territoire. En y construisant des bureaux et des logements haut de gamme, on y attirerait une population plus fortunée, et cette verrue rouge disparaîtrait du visage des Hauts-de-Seine. « Il faut bien comprendre que Nicolas Sarkozy ne raisonne plus en élu, mais en homme d'affaires, en servant les intérêts particuliers de quelques grands groupes financiers. Pour servir au mieux ses amis industriels, qu'il s'agisse de la vente des droits à construire, de l'exploitation des espaces publics, de la gestion opaque de l'Établissement public, il est indispensable de mettre à la tête un homme de confiance », analyse Séverine Tessier, ancienne conseillère municipale de Clichy et fondatrice de l'association Anticor, qui lutte contre la corruption¹.

En mars 2011, Vincent Franchi a finalement été élu aux élections cantonales à Puteaux, battant au second tour d'une courte tête (52,3 %) Christophe Grébert, candidat du MoDem, l'auteur de la pétition contre l'élection de Jean Sarkozy à la présidence de l'Épad. « Les systèmes s'effondrent dans les Hauts-de-Seine, celui de Puteaux ne tient plus qu'à un fil », ironise Christophe Grébert, qui compare son combat à ceux menés victorieusement par Jean-Christophe Fromantin à Neuilly, par Arnaud de Courson à Levallois et par Jean-André Lasserre à Courbevoie. « Nous demandons un développement plus humain, écologique et équilibré à La Défense. Et que propose Joëlle Ceccaldi-Raynaud, présidente de l'Épad depuis plus d'un an? La seule fois où elle a ouvert la bouche c'est pour suggérer d'organiser des bals à La Défense! », sourit Christophe Grébert².

1. Entretien avec l'auteur, décembre 2009.

2. Entretien avec l'auteur, Puteaux, mars 2011.

Quittons les rivages parfois boueux des Hauts-de-Seine pour nous remémorer l'histoire des sous-marins que la France a vendus au Pakistan en 1994, et dont des rétrocommissions auraient pu alimenter la campagne électorale d'Édouard Balladur – dont le bras droit, à cette époque, n'était autre que Nicolas Sarkozy. Il s'agit certes d'une histoire ancienne, mais qui est loin, très loin d'être terminée. Nous nous intéresserons également à la façon dont le pouvoir actuel met systématiquement des bâtons dans les roues de la justice. Notamment en usant, et en abusant, du fameux « secret défense ».

Sarkozy est apparu, malgré son jeune âge, comme un vieux briscard de la politique. « Tel le clone politique de son père, il a débité les formules paternelles maintes fois entendues (“Vous savez, David Pujadas, j’ai beaucoup réfléchi...”, “J’assume mes responsabilités”, “On ne fait pas de la politique tout seul, mais parce qu’on aime les gens”) avec une diction bien connue, elle aussi, des Français¹. » Henri Emmanuelli, député socialiste des Landes, lâche cette phrase assassine : « Il a eu un accès de lucidité. Médicalement parlant, c’est rassurant. » Il n’empêche, le jeune homme est doué et, dans un moment aussi difficile, Jean Sarkozy réussit une assez belle prestation.

Les zéloteurs de la candidature de Jean Sarkozy changent aussitôt leur fusil d’épaule. « Toute honte bue, ils parlent de “maturité” pour qualifier la reculade du fils sacrifié et assurent qu’il est à l’aube d’une grande carrière politique », constate Antoine Guiral². Pour Xavier Bertrand, alors secrétaire général de l’UMP, « dans cette épreuve, parce que ça en a été une pour lui, il a témoigné d’une vraie personnalité, d’un vrai caractère et aussi de qualités de quelqu’un qui sait écouter et qui sait entendre ».

La « Chantal Goya » de Puteaux

Alors que va-t-il se passer à présent? C’est là que le bât blesse: l’Élysée n’a pas prévu de plan B. Le conseil d’administration de l’Épad compte quatre élus de droite, quatre de gauche, un représentant de la Chambre de commerce et d’industrie de Paris et neuf fonctionnaires nommés par plusieurs ministères. Or, Patrick Devedjian est frappé par la limite d’âge, tout

1. Antoine Guiral, « Le “soupçon” fait reculer les Sarkozy », *op. cit.*

2. « Les politiques et les médias toujours diserts », *Libération*, 24 octobre 2009.

comme Jacques Kossowski, le député-maire UMP de Courbevoie (alors âgé de soixante-neuf ans), et Claude Leroi, le président de la CCI (soixante-dix ans). Jean Sarkozy n’étant plus candidat, il ne reste plus à droite que Joëlle Ceccaldi-Raynaud, députée-maire de Puteaux (cinquante-huit ans). Ce n’est pas le premier choix. En matière de népotisme, on peut difficilement faire pire. Non seulement elle a succédé à son père, Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux pendant trente-cinq ans, mais ce dernier a également présidé l’Épad, de 1987 à 1989, puis de 1993 à 1998. Charles Ceccaldi-Raynaud était le suppléant de Nicolas Sarkozy comme député de la circonscription de Neuilly-Puteaux, et Joëlle Ceccaldi-Raynaud a succédé à Nicolas Sarkozy en 2007 comme députée. Enfin, qui a repris aux élections cantonales de 2011 le siège de Charles Ceccaldi-Raynaud, quatre-vingt-six ans? Son petit-fils, Vincent Franchi, par ailleurs adjoint au maire de Puteaux chargé de l’enseignement, de la culture et de la jeunesse.

Mais pour barrer la route à Patrick Jarry, le maire de Nanterre alors étiqueté communiste, l’Élysée se résigne à faire élire Joëlle Ceccaldi-Raynaud – que les mauvaises langues du 9-2 surnomment « Chantal Goya ». Avant même son élection, cette dernière a prévenu qu’elle ne serait pas une présidente de transition. « Si je suis élue, ce sera pour quelque temps. » Nicolas Sarkozy en sait quelque chose: lors de son départ du gouvernement en 2004, il a rencontré toutes les peines du monde pour retrouver son siège de député, occupé par sa suppléante. Joëlle Ceccaldi-Raynaud refusa en effet de démissionner. « Idem lorsque son propre père, Charles Ceccaldi-Raynaud, voulut retrouver son poste de maire de Puteaux cédé à son adjointe de fille pour raison médicale. [...] Le paternel en fut quitte pour se présenter contre la chair de sa chair en 2008: pathétique tragi-comédie familiale dont Mme Sans-Gêne sortit

victorieuse¹. » Au deuxième tour des élections municipales, Joëlle triomphe avec 52,98 % des suffrages. Son père doit se contenter de 7,75 %.

Depuis, les relations entre le père et sa fille n'ont cessé de se dégrader. Charles Ceccaldi-Raynaud règle ses comptes. « L'Épad aurait mieux fait de mettre à sa tête un fonctionnaire plutôt que ma fille. Elle n'en a pas les compétences », lâche l'ancien maire de Puteaux. Puis, fixant son interlocuteur de ses yeux bleus encore très vifs, il ajoute : « C'est un mauvais remake du feuilleton de l'Épad. Quant à Jean Sarkozy, à cause de son père, il n'ira jamais très loin en politique. Mais suis-je bien placé pour faire des reproches aux Sarkozy ? Chez les Ceccaldi-Raynaud, c'est le père, la fille et le petit-fils. On aboutit à la création d'une dynastie », ajoute-t-il avec un sourire amer². Pour l'anecdote, Joëlle Ceccaldi-Raynaud a facilement battu Patrick Jarry par quatorze voix contre quatre. Tous les hauts fonctionnaires membres du conseil d'administration de l'Épad, nommés par le gouvernement, ont voté pour la maire de Puteaux.

En octobre 2010, quelques jours avant l'élection du délégué UMP de la circonscription Neuilly-Puteaux, nous avons rendez-vous avec Charles Ceccaldi-Raynaud. Jean Sarkozy remettait son titre en jeu. « À Puteaux, ils vont tricher. La mairie sait très bien faire cela. L'élection sera entachée d'irrégularités. Jean va passer dans un fauteuil », pronostiquait l'ancien élu. Le fils du président de la République est effectivement passé avec 85,62 % des suffrages, son adversaire le plus dangereux n'obtenant que 6,57 % des voix. En 2008, Jean Sarkozy avait été le seul à poser sa candidature. Cette fois, trois fois plus de militants se sont déplacés pour ce scrutin. Nous avons rappelé Charles Ceccaldi-Raynaud après le vote.

1. Violaine de Montclos, « À l'affiche : Joëlle Ceccaldi-Raynaud », *Le Point*, 10 décembre 2009.

2. Entretien avec l'auteur, Puteaux, octobre 2010.

« Je serais très intéressé de savoir d'où viennent ces militants trois fois plus nombreux. Ont-ils payé leurs cotisations, ou plutôt, qui a payé leurs cotisations ? » Puis, s'en prenant une nouvelle fois à sa fille, le maire de Puteaux ajoutait : « Joëlle Ceccaldi-Raynaud est coutumière des méthodes très spéciales. Juste avant les dernières élections municipales, toutes les personnes qui reçoivent leurs repas à domicile se sont vu remettre des procurations en blanc. N'est-ce pas de la tricherie¹ ? »

1. « La réélection de Sarko junior vue par l'ex-maire de Puteaux », www.bakchich.info, 23 octobre 2010.